



CHÂTEAUBRIANT

Journal de l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs Amis

10, rue Leroux, 75116 PARIS — Tél. 01 44 17 38 27

Fondateurs : ETIENNE LEGROS — MATHILDE GABRIEL-PÉRI

N° 243 - 4^{ème} trimestre - 28 décembre 2012

Cimetière d'Ivry, 13 octobre 2012

Le Cimetière parisien d'Ivry, où se déroule notre cérémonie annuelle d'hommage aux Fusillés, fut utilisé durant la seconde guerre mondiale, pour recevoir les corps de nombreux suppliciés de la région parisienne. Ils furent 828 Patriotes à y être ensevelis. Le temps passe vite mais la mémoire reste vivante et votre présence aujourd'hui montre que vous résistez à l'oubli.

Notre hommage n'a rien de passéiste ; dans un monde où certains repères disparaissent, il est indispensable de tirer les leçons de l'Histoire. Ceux qui, en 1940, s'opposaient au régime de Vichy, se dressaient contre la barbarie. C'est cela que nous saluons.

Dans la France occupée, certains avaient choisi le déshonneur. Rangés derrière Pétain, ils avaient perdu le sens de la patrie. Le gouvernement collaborait ; il ne se contentait pas d'obéir aux ordres des nazis, il les précédait, mettant en place une politique de répression que les occupants n'espéraient pas. C'est Pétain et son gouvernement qui organisèrent la grande rafle des Juifs de juillet 1942 au Vélodrome d'Hiver et la police française en fut l'instrument. Livrés aux Allemands, les Juifs arrêtés, y compris les enfants, furent déportés vers les camps d'extermination et bien peu revinrent. La même police française arrêtait les Résistants. Les activités des Brigades spéciales en sont un triste exemple. Nombre de Résistants enterrés ici en sont la preuve.

L'honneur de la France, c'était la Résistance. Sur l'ensemble du territoire national elle s'organisait dans l'ombre. Bien sûr, en juin 1940 nous n'en étions qu'aux balbutiements.

Répondant aux appels à la Résistance du Général de Gaulle le 18 juin 1940, de Charles Tillon (responsable communiste) le 17 juin 1940, à d'autres appels moins connus, ou décidant par eux-mêmes de se battre, des patriotes commençaient à résister. Résister cela se traduisait par des actes simples mais qui avaient de l'importance, montrant qu'on n'acceptait pas la situation imposée. Ramasser des armes abandonnées par les soldats de l'armée française défaits et les cacher, écrire « VIVE LA FRANCE » à la craie sur les murs... c'était résister. Plus tard, d'autres slogans plus politiques remplacèrent les simples cris. Les réseaux de renseignements se mirent en place, cela commençait par l'identification des troupes allemandes présentes en France et allait jusqu'au centre du dispositif de défense nazie, faisant parvenir à Londres les plans des blockhaus du « mur de l'Atlantique ». La distribution clandestine de tracts et de journaux des organisations de résistance s'intensifia. Les filières d'évasion permirent aux pilotes alliés abattus au-dessus du territoire français de regagner Londres et les mêmes filières permirent à d'autres de rejoindre les combattants de la France Libre. D'autres se spécialisèrent dans l'évasion des personnes d'origine juive, dont de nombreux enfants. Enfin, la lutte armée s'organisa. Dans les villes puis dans les maquis, la résistance prit une au-

SOMMAIRE

Editorial

1-2 Cimetière d'Ivry, 2012

Nos peines

- 3 Mary Cadras
Jacques Vico
- 4 Jean-Pierre Besse

Commémorations

- 5 Aincourt
Calais
- 6 Châteaubriant
- 7 Balard
Congis
- 8 Souge

Vie de l'association

- 8 Comité de Souge
- 9 Affaire Speidel



tre forme pour s'attaquer directement à l'armée allemande et à la Milice créée par Pétain pour aider les nazis.

C'est ainsi qu'en août 1941 le premier officier allemand fut abattu au métro Barbès-Rochecouart par Pierre Georges, plus connu sous le nom de Colonel Fabien. Il vengeait ainsi ses deux copains Henri Gautherot et Samuel Tyzelmann, fusillés quelques jours plus tôt à Châtenay-Malabry sur le site de la « La Vallée aux Loups ». D'autres exécutions d'officiers nazis suivirent à Bordeaux, à Nantes et ailleurs. En réponse, les hitlériens mirent en place la « politique des otages ». C'est ainsi que furent assassinés, en octobre 1941, les 27 de Châteaubriant dont le plus connu est Guy Môquet. Ils avaient été choisis par le sinistre Pucheu, ministre de l'intérieur de Pétain. Les otages n'étaient pas désignés au hasard : tous avaient été arrêtés pour menées communistes, activités antiallemandes ou antigouvernementales. Très rapidement, les occupants se rendirent compte que cette politique, au lieu d'éloigner la population de la Résistance, avait l'effet contraire. Elle fut donc ralentie, sans disparaître complètement...

Ces hommes qui avaient choisi la voie de la lutte étaient d'origines sociales variées. Ils étaient représentatifs de la société française. Leurs engagements politiques ou philosophiques étaient à l'image des partis politiques. Communistes, Socialistes, Gaullistes, sans parti, ils se battaient contre le même ennemi. Croyants ou incroyants, ils défendaient la même cause. Ils étaient originaires de pays divers et rejoignaient la lutte contre l'idéologie nazie. Ici à Ivry, sont enterrés, entre autres, tous les étrangers du groupe de « L'Affiche Rouge », immortalisés par le poème de Louis Aragon. Citer tous les pays qui les avaient vu naître serait trop long, mais je voudrais rappeler que, parmi eux, il y avait des Allemands antifascistes et que l'un des plus jeunes Fusillés du Mont-Valérien se nommait Karl Schoonar, il avait 17 ans. Son père, Allemand opposé au nazisme, était mort avant 1940, dans

un camp de déportation...

Ces engagements, ils les mirent en commun malgré leurs différences idéologiques. A l'initiative de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle en France occupée, ils s'unirent au sein du Conseil National de la Résistance (CNR). Alors que le combat quotidien mettait leurs vies en danger, ils furent capables d'imaginer l'avenir et travaillèrent à la définition de ce que serait la France libérée. Ils adoptèrent le Programme du CNR. Ce programme novateur, progressiste dans son essence, fut mis en œuvre après la Libération par le gouvernement du général de Gaulle. Communistes, Socialistes, Démocrates-Chrétiens du MRP (Mouvement républicain populaire), traduisant dans la réalité ce que la Résistance souhaitait, ont rebâti la France. Les mesures préconisées par le programme du CNR passèrent dans la vie de tous les jours. C'est de ce programme qu'est issu le modèle social fondant la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'approuver le Président de la République, François Hollande, quand il s'y réfère au nom de valeurs universelles qui vont bien au-delà de l'évolution de la politique et de l'économie...et être inquiets quand il s'en éloigne. Mais, notre grande préoccupation, c'est la résurgence, dans toute l'Europe, d'idées que nous espérions disparues pour toujours. Le racisme, la xénophobie, le communautarisme, l'intolérance religieuse, le refus de la différence s'expriment à nouveau au grand jour. Dans notre pays, un parti politique en a fait son fonds de commerce, c'est inadmissible. Toute l'Europe est touchée. La Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Hongrie...sont atteints par la « peste brune ». L'application irraisonnée de ces idées, en Norvège, a conduit des innocents à la mort : 77 jeunes ont été assassinés au nom de la pureté de l'identité culturelle.

Si l'on ajoute à cela la situation au Moyen-Orient, où les extrémistes de tous bords jettent de l'huile sur le feu et empêchent un

règlement pacifique du conflit Israélo-palestinien, notre inquiétude est tout à fait justifiée.

Nous, qui sommes ici parce que nous rendons hommage aux Martyrs tombés pour notre liberté, nous devons faire en sorte que leur mémoire soit respectée, pas seulement de façon symbolique, mais surtout dans les faits. Il nous revient de promouvoir les valeurs universelles pour lesquelles ils ont donné leur vie. Démocratie, Liberté, Progrès Social, Laïcité, respect des différences, ne sont pas que des mots. Ces valeurs ils les portaient, quels que soient leurs engagements politiques et leurs croyances. En s'unissant pour les défendre, ils nous ont montré le chemin. Suivons la même voie, alors leur sacrifice n'aura pas été inutile.

Georges Duffau-Epstein

SOMMAIRE (suite)

Histoire

10 Raymond Aubrac

Vie de l'association

11 Pensions des conjoints

Assemblée générale

12 Rapport d'activité

14 Contribution au débat

15 Organismes de direction

Histoire

16 Camp du Ruchard

ANFFMRF et A

10 rue Leroux – 75116 Paris
permanence mardi matin
tél. : 01 44 17 38 27

courriel : anffmrfa@gmail.com
cotisation + journal : 30€
(selon les moyens de chacun)

chèques à l'ordre de :
ANFFMRF
CCP : 3308-90 U. Paris

Mary Cadras



Une grande amie vient de nous quitter. Mary Cadras, fille de Félix Cadras fusillé au Mont-Valérien le 30 Mai 1942, a disparu. Elle a fait partie, durant de nombreuses années, du bureau de notre association et n'a cessé de travailler à la défense des droits des familles victimes de la guerre que lorsque ses forces ne lui ont plus permis de se joindre à nous.

Journaliste, spécialiste des questions de la petite enfance et de l'adolescence, elle a travaillé pour différents journaux dont : « *Antoinette* », « *Le Monde de l'Education* », « *CCAS – Information* »... Elle était l'auteur d'un livre consacré aux enfants de Fusillés : « *Les enfants de la tourmente, 1939 - 1945* ». Nous retiendrons sa disponibilité, sa grande générosité et son sourire radieux...

Que sa famille trouve ici l'expression de notre grande tristesse.

Georges Duffau-Epstein

Jacques Vico

Jacques Vico est décédé le 5 août 2012. Combattant Volontaire de la Résistance, Vice-Président d'Honneur de la Fondation de la Résistance, interlocuteur incontournable auprès de la Préfecture et de la Mairie de Caen, il avait de nombreuses responsabilités dans le monde combattant du Calvados.

En 1940, jeune bachelier de 17 ans refusant la débâcle, il décide de résister. Avec ses frères, Francis et Jean-Marie, il cherche le moyen de rejoindre le "réduit breton" imaginé par Paul Reynaud pour se battre. Le moment de désillusion passé, il se rapproche des Jeunesses catholiques (J.O.C, J.E.C, J.A.C) et participe, avec la Croix Rouge, à l'aide aux réfugiés et militaires français prisonniers dans la caserne du 43ème Régiment d'Artillerie. Il côtoie des mouvements laïques. Avec d'autres étudiants comme Raymond Simon, futur responsable local de « Résistance-Fer », Daniel Fontaine et Hélène Prunier, il collecte des renseignements sur les mouvements des troupes allemandes. En 1942, il s'engage plusieurs mois dans l'armée de l'armistice. Celle-ci étant dissoute, il retrouve la Résistance structurée de Caen, avec Courtois et Riquet (abattus par les Allemands en 1943) et le colonel Kascoureff.

Passionné de chevaux, il effectue un stage à l'école d'équitation de Fontainebleau et bénéficie d'un "ausweiss" qui lui permet de se déplacer dans l'ouest de la France occupée. Son père, Résistant (sans que son fils le sache), est arrêté le 16 décembre 1943 et déporté ; sa mère, arrêtée par la Gestapo 6 jours plus tard et emprisonnée à Caen, ne sera libérée qu'en avril 1944. Jacques s'éloigne de la région en raison des rafles. Il y revient à l'annonce du Débarquement et participe à la libération de Caen (compagnie FFI « Scaramoni »). Avec une trentaine de ses amis, il s'engage dans la 2^{ème} DB et finit la guerre en Allemagne.

Revenu à la vie civile, il dirige pendant 29 ans l'Assedic de Basse-Normandie. Son activité sociale se poursuit dans les Comités de l'Office Municipal de la Jeunesse, près d'un foyer de jeunes travailleurs et dans le scoutisme ; il est aussi Juge des enfants. Rappelé au service actif en Algérie, il sait « *préserver l'honneur de l'armée en s'opposant à des pratiques qui lui paraissent ignobles* ». Il garde de cette période une profonde amertume. Il défendra toujours les valeurs de la Résistance : président de l'Union Départementale des Combattants Volontaires de la Résistance, vice-président de la Confédération nationale des CVR, il est aussi vice-président d'honneur de la Fondation de la Résistance. Il prend une part active au concours de la Résistance et au conseil d'administration du Mémorial de Caen. Il intervient dans les établissements scolaires et l'organisation de forums au Mémorial, à Vire, à Lisieux, à l'Université...

Son rôle a été primordial dans la célébration des Fusillés du 15 décembre 1941 à Caen. Ces cérémonies, proposées voici 10 ans par Franck Leconte, directeur de l'ODAC, ont été portées avec enthousiasme par Jacques Vico. Il a su convaincre la municipalité de Caen jusque là réticente à ce passage de mémoire. Il a ensuite organisé, tous les cinq ans, l'ensemble des cérémonies dans le Calvados. Il nous a permis de travailler avec l'administration pénitentiaire et le Mémorial de Caen. Après les manifestations officielles de 2011, il a entraîné les Familles et Amis des Fusillés et Massacrés à l'abbaye d'Ardenne, nous révélant sa passion pour son histoire ; cette escapade à l'abbaye nous permit de rendre hommage aux soldats alliés du Débar-

quement et de nous recueillir sur la stèle des prisonniers canadiens qui y furent massacrés.

Soucieux de préserver les traces du passé, Jacques Vico s'intéressait à l'urbanisation. Dans les années 1950, avec les Résistants du Calvados, il sut préserver une partie du mur de la caserne du 43ème Régiment d'Artillerie. Une stèle rappelle la mémoire de la cinquantaine de Fusillés de la Seconde Guerre, tombés derrière ces murs, la plupart venaient de la Centrale. Plus récemment, fut obtenu que la municipalité ne réalise pas un unique « *jardin du souvenir* » regroupant les monuments des victimes de toutes les guerres en un même lieu. Dans le même esprit, son dernier combat face à l'urbanisation a été le maintien d'un espace du souvenir à la maison d'Arrêt départementale qui vient d'être vendue : environ 80 Résistants emprisonnés y furent massacrés, juste après le Débarquement. Il était aussi à nos côtés, avec la Direction du Centre pénitentiaire, pour veiller à ce que perdure le souvenir de ces lieux qui pourraient, eux aussi, être vendus.

Anticipant la disparition des Résistants, Jacques Vico militait pour que l'Etat prenne le relais dans la passation de mémoire et s'engage davantage. Sa disparition est un coup dur pour nos associations et pour les Familles de Fusillés de Caen.

Jean Darracq



Inauguration de l'exposition de l'ANFFMRFA sur la politique des otages au mémorial de la Paix à Caen. Intervention de M Jacques VICO, Président de l'Anvcr 14, organisateur des cérémonies du 65^{ème} anniversaire des fusillades du 15 décembre.

Jean-Pierre Besse



Jean-Pierre Besse, 62 ans, professeur d'histoire à Creil, retraité, est décédé d'une maladie foudroyante en juillet dernier. Membre du Parti communiste, Jean-Pierre Besse était président de l'*Anacr* de l'Oise et de l'*Association pour la mémoire ouvrière et industrielle du bassin creillois*. Il figurait également au bureau de l'*Association nationale des amis du « Maitron »* (Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, de 1789 à nos jours) et comptait comme l'un des principaux responsables du *Dictionnaire des Fusillés et exécutés*, en cours d'élaboration. Les travaux consacrés à ce dictionnaire, suivis par notre association, nous ont permis d'apprécier son écoute

attentive, sa convivialité et sa rigueur d'historien.

Parmi ses ouvrages les plus récents, parus aux éditions de l'Atelier en 2006 : *Les fusillés, répression et exécutions pendant l'Occupation*, écrit conjointement avec Thomas Pouty, ainsi que *Juin 1940, la négociation secrète*, écrit avec Claude Pennetier. Il a également publié de nombreux articles, biographies (articles du « Maitron »), témoignages et documents sur l'histoire ouvrière de l'Oise et sur la Résistance dans le département (*les maquis de l'Oise, la Libération...*)

Jean Darracq

Aincourt, 6 octobre 2012

C'est avec une réelle émotion que nous sommes réunis, dans le superbe parc du Centre hospitalier d'Aincourt (aujourd'hui Vald'Oise), en ces lieux imprégnés des souffrances infligées à des femmes et des hommes dont le seul crime était d'être démocrates, antifascistes, patriotes...

De nombreux élus (sénateurs, députés, conseillers régionaux, conseillers généraux, maires et adjoints...), des représentants d'associations, 7 porte-drapeaux et un public recueilli assistent, sous la pluie, au bel hommage rendu à celles et ceux qui, par centaines, ont été internés à Aincourt, entre les 5 octobre 1940 et 15 septembre 1942 (département de la Seine-et-Oise, en ce temps-là). Évoquer leur engagement et leur courage, expliquer aux jeunes les valeurs qui les animaient et motivèrent leur combat pour un monde meilleur, c'est remettre dans les mémoires le programme du Comité national de la Résistance (le CNR) qui, mis en place dès la Libération, compor-

tait des avancées sociales de premier ordre : sécurité sociale – conventions collectives – code du travail – services publics... Toucher aux conquêtes sociales, économiques et démocratiques issues du C.N.R est un recul de civilisation. Les jeunes doivent connaître cette page de l'Histoire pour mesurer ce que nous devons à tous ceux qui ont fait le sacrifice

de leur vie pour la liberté, la dignité et les droits de l'homme.

Après le dépôt de 31 gerbes, le « Théâtre des Oiseaux » nous a offert une évocation artistique pleine de talent et d'émotion. Merci à Bernard Martin, son metteur en scène.

Nicole Primard
(Secrétaire de l'association
« Mémoire d'Aincourt »).



Calais, 9 septembre 2012

Jeunes vies fauchées par la mitraille des pelotons d'exécution, destins de parents survivants voués au culte des morts et qui, la mémoire en plaie, reviennent visiter les leurs! Haut lieu de guerre et de massacres, la Citadelle de Calais a reçu, début septembre dernier, l'hommage dû aux cinq Calaisiens fusillés en septembre 1944. Un article du journal « Nord – littoral » retrace la cérémonie de septembre dernier :

« Ils sont le symbole d'une jeunesse qui a osé dire non à l'occupation nazie à Calais. Jean Bodechon, Roland Le Gal, Alfred Véron, Fernand Gouverneur, Alfred Legros. Ils avaient entre 18 et 24 ans quand, à l'aube du 3 septembre 1944 ils ont été fusillés à la Citadelle par l'armée allemande. Leur tort ? Avoir participé à un acte de sabotage au sein de l'usine Brampton, boulevard La Fayette.

« Comme tous les ans, la municipalité a souhaité rendre hommage à « ses martyrs » en organisant une cérémonie commémorative devant la stèle érigée en leur mémoire.

« Au nom des familles de fusillés, massacrés de la Résistance française, Madeleine Charitas-Warocquier, dont le frère a lui aussi été victime de la barbarie alle-

mande, a rappelé avec émotion ce tragique épisode : « Les cinq Calaisiens ont contribué aux combats libérateurs de leur ville. Le 16 août 1944, ils se sont attaqués à l'usine Brampton en s'en prenant au transformateur électrique mais sans faire de dommages corporels. » La gestapo n'a pas tardé à retrouver les auteurs de cet acte de résistance. Arrêtés, battus puis torturés, ils ont été exécutés sans comparaître devant un tribunal militaire, sans même que leurs familles en soient informées.

« Jetés dans une fosse commune creusée à la hâte, leurs corps ne seront retrouvés que trois ans plus tard. « Ce massacre perpétré il y a 68 ans était inutile et absurde, à quelques mois seulement de la libération de la France, dénonce Natacha Bouchart, maire. Il ne s'agis-

sait pas d'un acte de guerre mais de meurtres... »

« ... Après l'interprétation émouvante du Chant des partisans par Béatrice Constant et les traditionnels dépôts de gerbes, les personnalités se sont recueillies devant la plaque des combattants français et britanniques, située sous le porche d'entrée de la Citadelle, avant d'écouter une prière lue par l'écrivain britannique Kristina Howells. »

(T.S-M. « Nord-littoral »,
lundi 10 septembre 2012)

Le récit de ces tragiques événements et de leurs prolongements jusqu'en 1947 (les corps retrouvés - les honneurs rendus - les hommages), Mme Charitas-Warocquier nous le relate avec ferveur. La presse régionale d'information joue son rôle en s'en faisant l'écho, nous lui en savons gré.

Châteaubriant, 21 octobre 2012



Dimanche après-midi 21 octobre, 2000 personnes ont assisté à la commémoration du 71^{ème} anniversaire de la fusillade, par les nazis, des 27 Otages de la carrière de Châteaubriant. Notre association était représentée par Jacqueline Ollivier-Timbaud, Denise Bailly-Michels et François-René Doublet.

Pour la première fois depuis 1945, Odette Niles, ancienne internée au camp de Choisel et présidente de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, n'a pu assister à cette cérémonie pour des raisons de santé. Jackie Hoffman, vice-présidente de l'association, se fit son interprète: « *Les Fusillés continueront de nous donner une leçon de courage. C'est avec eux que nous sentons que la vie n'a de sens que dans le combat. Pour l'indépendance d'un pays, la justice sociale, la liberté et la paix* ».

A son tour, André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme, représentant le parti Communiste français, ouvre ainsi son propos : « *Dans cette carrière, 71 ans après, comme si c'était hier, les ordres fusent, les fusils claquent, 27 corps s'effondrent sous les balles du peloton d'exécution allemand, 27 otages désignés par un ministre pétainiste français, 27 vies sont volées...* » Il poursuit en rappelant l'importance de lutter contre « *l'uniformisation de la mémoire* » qui entend « *vider de leur sens* » les commémorations nationales, à l'instar de la décision

prise par l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, de faire du 11 novembre un jour d'hommage aux victimes de toutes les guerres.

L'objectif poursuivi par les auteurs de ce projet de jour unique est d'entretenir la confusion puis de laisser s'installer l'oubli de la spécificité de chaque guerre. Nous craignons fort que cela empêche de tirer de chaque événement les enseignements qu'il porte et qui permettent de « *construire lucidement l'avenir... Comment pourrions-nous vraiment comprendre l'histoire des 27 en occultant le vécu de chacun d'eux ?* interroge André Chassaigne, rappelant leur sacrifice inséparable de leur engagement communiste, syndicaliste et citoyen. »

Suivit une évocation historique dont le titre, Vous continuerez la vie, est emprunté à la dernière lettre de René Perrouault, responsable syndical CGT de la Chimie, écrite avant la fusillade du 15 décembre 1941 à la Blisière. Ce spectacle éclaire les raisons de l'engagement des femmes et des hommes de la Résistance. C'est aussi une leçon d'Histoire. Que signifient, pour les jeunes d'aujourd'hui, le Front Populaire, la Résistance ou le programme du Conseil National de la Résistance ? Apprendre l'Histoire, la comprendre, n'est-ce pas se prémunir contre la montée des idées antidémocratiques et liberticides ? La trahison des financiers

et des industriels qui ont préféré Hitler au Front Populaire et la capitulation plutôt que la résistance doit nous rendre vigilants.

Que dire aujourd'hui de l'évolution de l'économie libérale avec son lot de souffrances imposées aux peuples ? La Résistance était porteuse d'exigences : libérer la France puis la reconstruire. Messages d'espérance, les lettres des Fusillés, des Internés et des Déportés en témoignent. Beaucoup ne connaîtront même pas la naissance du Conseil National de la Résistance (CNR) qui apportera à notre pays les avancées démocratiques et sociales que nous connaissons.

Qui, aujourd'hui, jeune ou plus âgé, a bien en tête le contenu du programme du CNR ? Savent-ils, tous, qui a créé la Sécurité Sociale et mis en place les grands services publics ayant ouvert l'égalité des droits ? Ce programme, initié par des gaullistes, des communistes, n'a jamais été du goût du patronat, il est tous les jours attaqué, bafoué... Le spectacle donné à Châteaubriant, demeurera pour moi comme un temps majeur de réflexion sur le sens que le passé récent peut donner au temps présent. Il serait souhaitable qu'un tel spectacle soit utilisé comme support éducatif, au sein de l'Education nationale, en éducation populaire, dans nos organisations syndicales. Gardons les yeux ouverts, n'acceptons pas l'inacceptable.

François-René Doublet

Stand de tir de Balard, 25 octobre 2012

Cette année, la cérémonie fut très simple et en comité restreint car l'emplacement provisoire de la plaque du souvenir, trop exigu, ne permettait pas de recevoir grand monde. Temporairement, pour toute la durée de la construction du Ministère de la Défense, la plaque mémorielle a été déplacée et installée à la sortie du boule-

vard périphérique. Ce lieu n'est pas propice à l'organisation de grandes cérémonies. Toutefois la Mairie de Paris et l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien et de l'Île-de-France ont tenu à ce que la cérémonie se déroule comme tous les ans, que le site soit fleuri et que la mémoire soit dignement honorée,

afin de montrer que nous n'oublions pas les Résistants martyrisés et massacrés, non loin de ces lieux. La simplicité n'a pas nui au recueillement. En 2013, le ministère de la Défense ne sera pas terminé, le même type de déroulement sera donc reconduit.

G.D-E

Congis, 25 août 2012



La fin de vie dramatique des Fusillés de Congis (arrondissement de Meaux, Seine-et-Marne) commence à Choisy-le-Roi, à quelques jours de la libération de Paris, dans la nuit du 21 au 22 août 1944. Une douzaine de jeunes FFI, âgés de 17 à 25 ans, et le père de l'un d'entre eux, chargés de surveiller un entrepôt arraché à l'organisation Todt (chantiers nazis installés en France) sont signalés disparus de leur poste des « Gondoles-sud », en bord de Seine. Le Comité de Libération, et la gendarmerie de

Choisy ne relèvent aucune trace... Les 13 corps criblés de balles seront retrouvés une semaine plus tard (et beaucoup plus loin) par un garde forestier, sur le territoire de la commune de Congis-sur-Thérouanne, aux confins de l'Île de France (cf. « *Châteaubriant* » - n° 231)

Une stèle leur est dédiée à Congis même, elle porte leurs noms : Alliot André, 21 ans ; Brochu Armand, 53 ans ; Brochu Guy, 19 ans ; Desgraupes Raymond, 17 ans ; Dilly Jean, 18 ans ; Gallo Claude, 20 ans ; Gavelle Henri, 19

ans ; Germain Guy, 19 ans ; Le Moal Fernand, 18 ans ; Le Moal Camille, 23 ans ; Noël Pierre, 20 ans ; Pecard Roger, 22 ans ; Wolf Maurice, 18 ans. Chaque année hommage leur est rendu, au cours duquel les maires de Choisy-le-Roi et Congis-sur-Thérouanne prennent la parole en présence de représentants des autorités civiles, de drapeaux et d'un public fidèle. Cette année, nous étions représentés par M. Jean Le Moal.

J.C.

Les Fusillés de Souge, 21 octobre 2012

L'hommage, rendu cette année par notre Comité du Souvenir des Fusillés de Souge, entendait distinguer tout particulièrement les 99 Patriotes fusillés en 1942, à l'écart, dans les Landes girondines: individuellement ou par groupe de 2 à 5 personnes (de janvier à juillet, seul le mois de février fut exempt de fusillades cette année-là) mais aussi massivement, le 21 septembre, jour de grande barbarie qui vit l'assassinat de 70 Otages.

Sur le site mémoriel, un cheminement était proposé, matérialisé par 99 silhouettes suspendues à des filins tendus entre les stèles consacrées à 1942. Comme l'an passé à la 1^{ère} enceinte du camp militaire, chaque forme humaine portait, pour chaque Fusillé, ses nom et prénom, son âge et la date exacte de son passage par les armes ; pour certains, une photo.

Début de la cérémonie : malgré le temps exécrable, accompagnés musicalement par Adrien et Jean, les porte-drapeaux s'avancent entre les stèles, suivis d'une foule nombreuse. Frédéric Mellier (petit-fils de Jules, Fusillé de 1942) prononce le discours au nom du Comité de Souge, puis Alain Lagardère au nom de l'ANCAC (Association nationale des Cheminots anciens Combattants). Monsieur le Préfet d'Aquitaine est représenté par le sous-Préfet de Langon.



Moment toujours émouvant : trois jeunes nomment, un par un, les 256 Fusillés identifiés à Souge ; ils rappellent leur date d'exécution, leurs nom et prénom, puis leur âge suivi de la mention « Mort pour la France ».

Lors du dépôt des très nombreuses gerbes, Sylvaine Galéa et Michèle Vignac ont déposé celle de notre association, Claudette Sornin portait notre drapeau, Gérard Galéa faisait office de photographe. La Marseillaise et Le Chant des Partisans ont clos la cérémonie que la pluie parvint finalement à perturber un peu.

Cette année, le Comité avait

contacté l'école des Beaux-Arts de Bordeaux, afin que ses élèves expriment par le dessin ce qu'ils ressentent à l'évocation des Fusillés de Souge. Leurs productions étaient visibles près de l'exposition, au stand du comité et devraient être utilisées plus tard (expo, cérémonies, affichage).

Comme à l'habitude, une partie de l'assistance s'est rendue à la 1^{ère} enceinte, où hommage est rendu aux 50 premiers Fusillés, ceux de 1941 ; cérémonie toujours sobre, suivie dans un profond recueillement par les familles, les amis.

Michèle Vignacq

Vie de l'association

Comité de Souge (Gironde)

23 octobre 2012, 9 heures : Le Lycée professionnel Jacques Brel de Lormont (banlieue de Bordeaux), se déplace au Camp de Souge. Une vingtaine d'élèves et leurs accompagnateurs, écoutent très attentivement Michèle Vignacq et Jean-René Mellier (enfants de Fusillés) racontant et expliquant les événements tragiques passés au camp de Souge pendant la seconde guerre mondiale.

25 octobre 2012, 21 heures : Le Centre de formation militaire élémentaire de l'Armée de l'Air de Saintes (Charente-Maritime) organise, depuis quelques années, des

cérémonies au Camp de Souge et, plus particulièrement, au Mémorial dédié aux nombreux Fusillés. La dernière en date s'est déroulée de nuit, le 25 octobre. À l'issue de trois mois de stage, les 176 élèves apprentis mécaniciens de l'air, réunis devant l'enceinte, ont reçu, des Autorités militaires, leurs fourreaux et leurs calots avant d'entonner La Marseillaise.

Des bougies étaient placées le long des stèles et des torches éclairaient l'enceinte. La nuit environnante, l'éclairage, la cérémonie ponctuée de nombreux temps morts accentuaient la solennité de

l'événement et les participants pouvaient ressentir encore plus les drames survenus en ces lieux. Merci à l'Armée de l'Air de Saintes qui entretient ainsi le souvenir et transmet à ses jeunes recrues cette partie de notre histoire. Merci également à Madame le Colonel de la Base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac qui a souhaité que des membres du Comité du Souvenir des Fusillés de Souge soient présents ce soir-là. D'autres cérémonies nocturnes sont programmées, le Comité s'apprête volontiers à y participer.

Michèle Vignacq

Ceux qui ont dit NON à Speidel

Il y a 55 ans, la guerre froide atteignait son paroxysme. Le gouvernement français, totalement soumis aux exigences américaines, avait accepté le réarmement de l'Allemagne occidentale et l'intégration de la Bundeswehr au sein de l'OTAN.

Début 1957, la nomination du général Speidel, ancien officier supérieur de l'ex-armée d'occupation hitlérienne, à la tête de forces terrestres centre-Europe de l'OTAN marquait la volonté des Etats-Unis de tourner, une fois pour toutes, la page de l'amitié franco-soviétique, née de la victoire commune contre le nazisme.

Immédiatement, de nombreuses protestations s'élevèrent contre cette nomination, en France et en Europe, émanant de tous les horizons politiques, en premier lieu ceux des anciens Résistants.

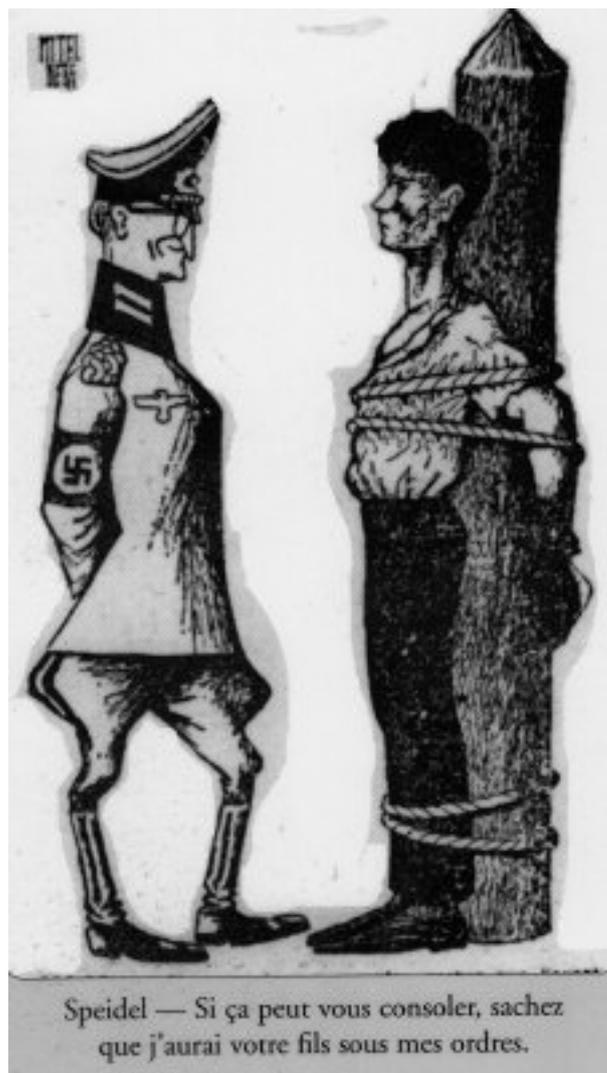
C'est alors qu'un certain nombre d'entre nous, fils ou proches parents de Résistants victimes de la répression hitlérienne, informèrent le Président de la République René Coty, de notre refus de servir sous les ordres du général Speidel. Nous avons été près de 150 à prendre cette position. Dès le mois de mars 1957, le premier d'entre nous, Claude Marty, un jeune Parisien, fils de Louis Marty fusillé en 1944 par les nazis, fut emprisonné. D'autres arrestations allaient suivre au fil des mois et des dates d'incorporation. Vingt-trois au total.

Notre action fut soutenue par le Parti communiste français et L'Humanité (ce qui valut plusieurs procès à ce journal). Le Secours populaire français organisa notre défense juridique et des campagnes de solidarité dans le pays. Les Associations des Anciens Résistants et des Anciens Déportés légitimèrent notre action. Finalement, en mai 1958, par la voix du ministre de la Défense nationale, Jacques Chaban-Delmas, le gouvernement prit acte de notre refus et rendit hommage à notre attitude patriotique. Un compromis, conclu avec nos avocats, nous permit d'effectuer notre service militaire outre-mer, hors de la zone contrôlée par Speidel.

C'est le récit de ce combat, que nous avons décidé de sortir de l'oubli, avec l'appui de l'Association nationale des Familles de Fusillés et de Massacrés de la Résistance française et ses Amis, en créant une exposition montrée les 14-15-16 septembre 2012 à la fête de l'Humanité, accompagnée d'un débat autour du livre de Jean-Claude Faiveur, « Crime de fidélité » (© 2008).

Bernard Néplaz

Quelques un des signataires : Jean Darracq, Georges Duffau, Jean-Claude Faiveur, Bernard Néplaz ...



(Source : couverture du livre «Crime de fidélité», par Jean-Claude Faiveur - «Le Terrier» 24150 Cause de Clérans)

Exposition « Affaire Speidel »

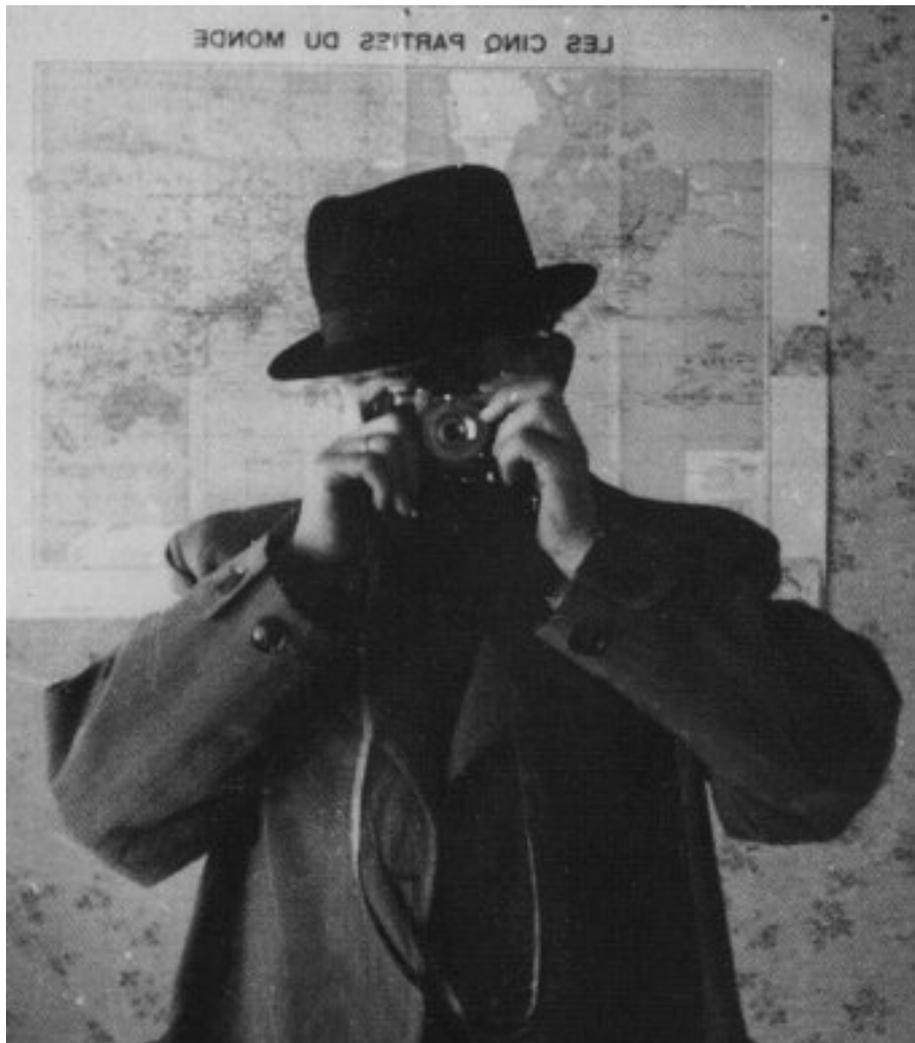
Aidé par l'Association nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance française et de leurs Amis,
un groupe de signataires du « refus de servir sous les ordres du général Speidel » propose
une exposition rappelant ces faits et leurs conséquences
inauguration, mardi 29 janvier 2013, à 15 heures
Maison des Métallos
94, rue Jean-Pierre Timbaud – Paris XI ème

Cette exposition sera proposée à toutes les organisations qui souhaiteraient la montrer. Renseignements auprès de : Jean Darracq (01 45 46 09 57) et Bernard Néplaz (04 50 72 58 20)

« La solidarité, on l'a vécue. Et on veut qu'elle continue » Raymond Aubrac (suite)

8 mai 2012. Lors de ma dernière discussion avec Raymond Aubrac, quelques jours avant qu'il nous quitte, nous avons évoqué sa rencontre avec François Hollande dont il soutenait la candidature à la présidence de la République. Le président élu aujourd'hui l'avait interrogé sur la manière dont les acteurs de l'époque étaient parvenus à s'accorder sur le programme du Conseil National de la Résistance. On peut comprendre qu'un homme politique qui souhaite le rassemblement du pays après une période de « fractures, de blessures, de ruptures » cherche à pénétrer le mystère qui a permis un accord entre des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques par delà leurs divergences. Et on le sait aujourd'hui, les divergences étaient nombreuses. Alors que la France se trouvait dans une situation morale, économique et sanitaire sans comparaison avec la crise que nous traversons, ce programme a été validé par le général de Gaulle en novembre 1943 à l'Assemblée consultative d'Alger et en grande partie appliqué à la Libération du pays : « *plan complet de sécurité sociale* » assurant à tous les citoyens des moyens d'existence, retraites généralisées, « *retour à la nation* » des grands moyens de production, en particulier des grandes banques, droit à la culture pour tous, presse écrite délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales agricoles, etc.

Le 4 octobre 2007, trois mois après l'élection du président Sarkozy, le vice-président du Medef, Denis Kessler, commentant dans le magazine Challenges le projet politique du président élu, déclarait : « *C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance* » (1). Et effectivement durant les cinq dernières années, méthodiquement, les conquêtes sociales ont été démantelées. L'école de la République se trouve dans une situation critique, la presse indépendante s'est vu de multiples fois assignée en justice,



(Source : couverture du livre «Raymond Aubrac - Résister, reconstruire, transmettre», par Pascal Convert - Editions du Seuil, Paris 2011)

la surveillance des citoyens s'est accrue, le droit au travail s'est transformé en droit au chômage avant que ce dernier ne soit considéré comme un assistanat. Dans le même temps, les catégories sociales les plus aisées ont bénéficié d'avantages fiscaux sans précédent et les banques ont été recapitalisées par l'État sans que ce dernier ne revendique aucun droit de regard sur leur fonctionnement.

La question reste de savoir comment nous en sommes arrivés là. Et s'il est possible de retrouver le secret qui a permis l'unification des forces de la Résistance puis la mise en œuvre d'un programme révolutionnaire.

Pour en comprendre un rouage majeur, il faut se replonger dans ces années sombres durant lesquelles existait une arme tout aussi efficace qu'un pistolet ou une mi-

traillette. Dans les traboules lyonnaises, dans les maquis du Vercors ou des Glières se construisait une fraternité entre des hommes et des femmes qui dans d'autres circonstances ne se seraient jamais rencontrés, jamais parlé, des ouvriers et des ingénieurs ou des patrons, des civils et des militaires, des jeunes gens et des anciens combattants de la guerre 14-18, des paysans et des citadins. Et ils savaient tous que la solidarité était leur meilleure arme contre l'occupant. Une solidarité pour protéger et cacher les enfants, une solidarité qui permettait aux résistants de trouver abri et nourriture chez des paysans, une solidarité qui faisait qu'une porte s'ouvrait miraculeusement alors qu'on allait être pris par la milice ou la Gestapo, une solidarité entre les prisonniers à Montluc, Fresnes ou au Fort du Hâ,

une solidarité dans les camps...

Raymond Aubrac me disait que cette expérience de la solidarité a été le pilier fondateur qui a permis l'écriture du programme du Conseil National de la Résistance.

« La Résistance ce sont aussi des valeurs de vie sociale, de vie collective, de confiance en soi, de confiance en ses camarades, d'attachement à un groupe, de solidarité, beaucoup de solidarité. La solidarité dans la Résistance a été quelque chose d'extrêmement important, depuis le début, jusqu'à la fin. C'est à cause de la solidarité qu'on ne laisse pas tomber les copains, même quand ça devient très dangereux. La liberté, on s'est battu pour ça. L'égalité, c'est notre rêve et notre utopie. Et la solidarité, on l'a vécue. Et on veut qu'elle continue. C'est tout de même très étonnant et très important que toutes les sensibilités politiques françaises pratiquement aient pu s'exprimer dans un programme. Il n'y a pas de précédent et il n'y pas de suite non plus. C'est un cas unique. » (Raymond Aubrac)

Depuis cette époque avouons tout oublié ? Sommes-nous devenus des êtres insensibles aux difficultés d'autrui ? Raymond Aubrac ne le pensait pas et le mouvement des Indignés qui souffle lui donne raison. Il se souvenait que les premières bases de la solidarité ont été posées durant la guerre d'Espagne. Les ouvriers, militants syndicalistes ou politiques, en ont été des acteurs majeurs en multipliant l'aide à un voisin dont, parfois, ils ignoraient tout. Pour ces militants, la solidarité dépassait le cadre des frontières nationales. Et il avait l'espoir qu'un vent se lève et gonfle les voiles de nouveaux projets pour ce siècle naissant. Mais il était convaincu que seule la solidarité permettrait aux Européens d'avoir un avenir commun.

Il faut espérer que la gauche et le président élu renouent avec Les Jours Heureux par le C.N.R., titre inattendu de la première édition clandestine du programme du Conseil National de la Résistance, dont Raymond Aubrac aurait avec raison revendiqué l'optimisme : ce programme a été le socle de notre société depuis lors et a inspiré nombre de pays.

19 novembre 2012. Cinq mois après avoir écrit ce texte, je ne peux que malheureusement

constater que les jours heureux se font attendre. Mais la leçon d'optimisme de Raymond Aubrac ne doit pas être confondue avec les vœux pieux ou les promesses aussitôt oubliées. « Un optimiste, disait-il, n'est pas un être satisfait, content de la situation actuelle. C'est quelqu'un qui pense qu'il peut faire quelque chose qui servira. »

Les Résistants fusillés à Châteaubriant le 22 octobre 1941 étaient d'impénitents optimistes. Et l'avenir a montré qu'ils avaient raison de l'être. Au prix de leur vie. Je

ne doute pas, à défaut de nos dirigeants, que la jeunesse européenne d'aujourd'hui sera à la hauteur de leurs espoirs et de leur courage.

Pascal Convert
(1) Challenges du 4 octobre 2007.
(2) Pierre Mendès France est investi président du Conseil le 17 juin 1954, avec la promesse de mettre fin à la guerre d'Indochine dans les trente jours. Le 21 juillet 1954, les accords de Genève sont signés malgré l'opposition du président américain Dwight D. Eisenhower.

Vie de l'association

PENSIONS DE CONJOINTS SURVIVANTS AU TAUX DE SOLDAT			
A tous ces indices s'ajoutent depuis le 1 ^{er} janvier 2004 (art.121 de la loi de finances 2004) 15 points uniformes pour tous.			
Catégories	Indices	Montant mensuel	
AU TAUX NORMAL			
Conjoints survivants de victimes militaires (de guerre ou hors guerre) et de victimes civiles de guerre, quel que soit leur âge, dont le droit à pension découle de l'imputabilité ou dont le conjoint était pensionné à 85 % avec all. G.M.	500	577,92	
Conjoints survivants de victimes militaires (guerre ou hors guerre) et de victimes civiles de guerre, quel que soit leur âge, dont le conjoint était pensionné à 85 % sans allocation G.M.	489	565,20	
AU TAUX DE REVERSION			
Conjoints survivants de victimes militaires (guerre ou hors guerre) de moins de 40 ans bénéficiant du taux de reversion	333	371,30	
Conjoints survivants de victimes militaires (guerre ou hors guerre) de plus de 40 ans, bénéficiant du taux de reversion, dont le conjoint était pensionné au taux de 70% au taux de 70 %	336	374,64
	... au taux de 75 %	360	401,40
	... au taux de 80 %	384	428,16
Conjoints survivants de victimes militaires (guerre ou hors guerre) quel que soit leur âge, bénéficiant du taux de reversion, dont le conjoint était pensionné au taux de 60 %	288	332,88
	... au taux de 65 %	312	360,62
AVEC SUPPLÉMENT EXCEPTIONNEL			
Veuves de déportés morts en déportation, et de prisonniers du Viet-Minh morts en captivité, sans condition d'âge et de ressources	667	770,94	
Conjoints survivants âgés d'au moins 50 ans ou infirmes remplissant la condition de ressources	667	770,94	
MAJORATION POUR LES TITULAIRES DE L'ARTICLE L18 (tierce personne)			
Conjoints survivants pensionnés justifiant de 15 ans de mariage et de soins, dont le conjoint était bénéficiaire de l'article L18 (tierce personne) avec l'allocation n° 5 bis (b) et était donc : aveugle, ou amputé de deux membres, ou paraplégique	350	404,54	
Conjoints survivants (autres que ceux ci-dessus) pensionnés justifiant de 15 ans de mariage et de soins, dont le conjoint était bénéficiaire de l'article L18 (tierce personne) avec l'all. n° 5 bis (a)	260	300,52	

Assemblée générale du jeudi 30 janvier 2013

Lieu : 94, rue Jean-Pierre Timbaud
Paris XI^{ème} –

Metro : Couronnes - Autobus : 96

Horaires : 9 h 30 / 12 h 30 -(repas)
14 h 30 / 16 h 30.

Ordre du jour:

Rapport d'activité - Compléments et discussion

Rapport financier et discussion

Projets - Résolutions - Questions diverses

Votes - Elections des instances dirigeantes.



L'année 2012 a été marquée par l'élection présidentielle puis par les élections législatives qui ont suivi. François Hollande a été élu président de la République et une nouvelle majorité parlementaire contrôle l'Assemblée Nationale. Il ne nous revient pas de porter un jugement de valeur sur l'action du nouveau gouvernement. Remarquons toutefois que François Hollande s'est, à plusieurs reprises, référé au programme du Conseil National de la Résistance. Nous souhaitons que ceci se traduise dans les faits car n'oublions pas que ce programme est issu du combat de nos Martyrs.

Une première mesure répond à l'une de nos demandes : le rétablissement de l'enseignement de l'Histoire dans les classes de Terminale scientifique. Nous l'approuvons, bien sûr, mais nous serons attentifs à ce que la politique mémorielle se déploie dans le sens de nos aspirations.

Rapport d'activité

Notre précédente assemblée générale a décidé de poursuivre l'activité de notre association, l'heure du bilan annuel est arrivée. Il n'est pas exagéré de dire que nous avons tenu notre place et multiplié nos actions. Malgré les disparitions et le vieillissement de nos militants, nous avons continué à agir pour que la mémoire de nos

disparus reste vivante. La question de la poursuite de nos activités sera le premier sujet examiné et décision sera prise par l'assemblée générale de 2013.

Commémorations

Nous avons été présents, sur l'ensemble du territoire, dans de nombreuses cérémonies. Chaque fois que cela était possible, le dra-

peau national ou un drapeau régional accompagnait nos représentants. Il est difficile de citer toutes les cérémonies auxquelles nous avons assisté ; le risque serait grand d'en oublier. Que nos amis, représentant fidèlement notre association, ne nous en veuillent pas, ils auront l'occasion, au cours de l'A.G., de nous faire part

de leurs activités.

Journal « Châteaubriant »

Ayant déposé voici deux ans, conformément à la réglementation, une demande de renouvellement du numéro d'inscription de notre association à la Commission Paritaire des Papiers de Presse, réponse nous est parvenue, avec quelque retard. Nous sommes en règle jusqu'en 2014. Ceci nous permet de bénéficier de tarifs intéressants pour l'impression et l'expédition de nos publications.

Les quatre numéros prévus ont été publiés. Conception, rédaction et fabrication ne posent pas de problème. Toutefois, nous voulons lancer un nouvel appel à nos lecteurs. Si vous souhaitez que nous présentions un lieu de résistance, de massacre ou d'exécution dont nous ne parlons pas (ou bien trop rarement) faites-nous des propositions (article personnel - extrait de presse dont l'origine et la date sont à nous préciser impérativement - documentation ou simple référence d'ouvrage ou de brochure traitant de sujets pouvant retenir l'attention de nos amis). N'hésitez pas à nous écrire. Nous examinerons comment répondre à vos suggestions par un texte. Ainsi vous contribuerez à l'enrichissement de notre bulletin de liaison.

Stand de tir de Balard.

Des précisions pourront être apportées, au cours de notre assemblée, quant au déplacement provisoire, en un lieu retiré, de la plaque commémorative des Fusillés de Balard, ce qui a pu surprendre certains de nos fidèles lecteurs : pour l'heure, on peut se reporter à la page 7 du présent journal.

Parcours du Souvenir

En octobre 2011, nous avons organisé un Parcours du Souvenir, au Mont-Valérien, au Fort de Romainville et au Camp d'internement de Drancy. Nous avons décidé d'éditer une brochure à l'intention de tous nos adhérents. C'est chose faite et vous avez probablement reçu le fruit de nos travaux. Nous espérons que forme et contenu ont répondu à votre attente.

La demande est forte pour la réalisation d'un nouveau parcours. Il faut avoir présent à l'esprit que

ce n'est pas une opération simple. Nous aurons donc à en débattre au cours de notre assemblée générale.

Dictionnaire des Fusillés

Nous avons poursuivi la participation aux réunions du groupe de travail. La rédaction des biographies avance normalement. L'examen de plus de 20% des départements est terminé et d'autres sont bien avancés. Hélas, le principal animateur du projet, Jean-Pierre Besse, est décédé brutalement au mois de juillet 2012. Nous lui rendons hommage dans ce numéro de « Châteaubriant ». La réalisation du « Dictionnaire » va continuer et, comme par le passé, nous y apporterons notre collaboration active.

Mémoire de « l'Affaire Speidel »

Il était prévu que l'association financerait, à hauteur de 15000 euros, l'exposition préparée par les initiateurs du projet. Nous avons versé la somme au Musée de la Résistance Nationale de Champigny afin qu'il puisse, en prestataire de service, travailler à la réalisation pratique. L'exposition est terminée et elle a été présentée par ses initiateurs à la fête du journal « l'Humanité ». Elle est disponible et il est possible d'en disposer pour des utilisations locales.

Colloque « Les Répressions en 1942 »

Suite au colloque réussi, tenu à Caen en 2011, consacré aux Fusillés du 15 décembre 1941, nous avons décidé de poursuivre la réflexion en 2012, en organisant une rencontre sur le thème des « Fusillés de 1942 ». Cette manifestation est couplée avec la commémoration des Fusillés du 15 décembre à Caen. Compte tenu des intervenants et des sujets traités, nous avons décidé d'en modifier le titre. Le colloque du 14 décembre 2012 s'appellera « Les Répressions en 1942 ». Un compte rendu détaillé sera présenté à l'Assemblée Générale.

Legs Pierrain

Comme nous l'avons décidé nous continuons, grâce au legs de notre amie Annette Pierrain, à aider la réalisation de projets consacrés au domaine de la Mémoire de la Résistance. Cette année nous

sommes intervenus dans deux opérations.

Nous avons continué à subventionner le Musée de la Résistance Nationale de Champigny afin qu'il poursuive le dépouillement des archives que les familles ont versées au musée. Celui-ci va se lancer dans la rédaction d'une histoire de notre association.

D'autre part, l'Association de l'Essonne des Amis du Musée de la Résistance Nationale, a édité une brochure consacrée aux « Habitants de l'Essonne fusillés au Mont-Valérien ». Nous avons participé au financement de cette brochure, diffusée dans les établissements scolaires de l'Essonne et désormais proposée au public.

Nous avons décidé de financer l'édition d'une brochure qui ferait connaître à nos adhérents le contenu du colloque organisé à Caen dans le cadre du soixantedixième anniversaire de l'exécution des otages du 15 décembre 1941. Celle-ci est en cours et devrait se terminer sous peu.

Ce legs a une grande importance pour le fonctionnement de l'association. Il nous permet, non seulement d'aider à la réalisation de projets importants, mais aussi de faire vivre l'association, puisque, comme vous le constaterez dans le rapport financier nous pouvons faire appel à certaines de ses disponibilités pour équilibrer nos comptes.

Indemnisation des orphelins

Malgré nos efforts, nous n'avons toujours pas abouti dans ce domaine. Le gouvernement précédent ne nous avait pas accordé l'entrevue demandée et sa réponse à notre courrier...ne traitait pas du sujet que nous avons soulevé. Dès la fin des vacances scolaires, nous avons demandé une entrevue au nouveau Ministre des Anciens Combattants. Au moment où ce rapport est rédigé, nous n'avons toujours pas reçu de réponse. Comme nous considérons que cette question est d'une importance considérable, nous la relancerons autant de fois que cela sera nécessaire pour obtenir le rendez-vous souhaité, le débat et une orientation politique nouvelle sur ce sujet.

Permanences

Tous les mardis, trois adhérentes tiennent la permanence. Elles accomplissent le travail administratif qui nous fait vivre et répondent aux appels téléphoniques. Leur dévouement nous permet de garder la liaison avec nos adhérents et aussi de conserver les contacts indispensables avec nos partenaires. Leur action, bien que peu visible, constitue un maillon primordial pour la poursuite de nos activités. Tout le monde comprendra donc que nous les en remercions.

Ce bilan est rédigé début-novembre 2012, il sera repris lors de l'assemblée générale, dans un complément au rapport d'activité qui présentera tous les éléments nouveaux dont nous devons débattre.

Nous avons tenu notre place dans le cadre du travail de mémoire. Notre rôle, en tant que Familles de Fusillés et Massacrés, est indispensable. Nul ne peut nous remplacer, dans la défense de nos droits et devoirs. Alors que, dans de nombreux pays d'Europe, « la peste brune » se

développe à nouveau, nous devons continuer à porter très haut les valeurs universelles défendues par celles et ceux qui sont morts pour notre liberté. La démocratie, le progrès social, le respect des différences, la lutte contre racismes et communautarismes agressifs sont toujours d'actualité. C'est en défendant ces valeurs que nous serons fidèles à nos Martyrs.

Georges Duffau-Epstein,
Président

Contribution au débat

Notre assemblée générale va se tenir le 30 janvier 2013. Nous souhaitons attirer l'attention de tous sur un problème essentiel : la continuité du bon fonctionnement administratif de notre association (bureau parisien rue Leroux) et, par là même, la bonne marche de l'ANFFMRF et A. Nous aimons notre association et faisons tout pour la maintenir mais nous vieillissons, c'est normal. Pour beaucoup d'entre nous, nous sommes des enfants ou de proches parents de Résistants disparus lors de la dernière guerre... il y a 70 ans, ou plus.

Nous nous adressons à vous tous, mais surtout aux plus jeunes, ceux des générations des petits-enfants et arrière-petits-enfants des Fusillés et des Massacrés, qui savent combien l'ANFFMRF et A est importante pour leurs parents, qui comprennent pourquoi cette association doit continuer à transmettre l'Histoire des « années sombres » et les valeurs pour lesquelles leurs grands-parents ou arrière-grands-parents ont donné leur vie.

Nous savons que vous êtes fiers de ce qu'ont fait nos anciens et nous pensons que vous prendrez qu'il est utile que vous



veniez nous rejoindre pour que le message qu'ils nous ont laissé soit toujours entendu.

Bien sûr, la bonne marche de notre association revêt un côté administratif inévitable et parfois austère ; mais ce n'est pas ce qui prime. Chacune et chacun peut trouver sa place et aider, en fonction de ses goûts et compétences. Il y a aussi l'amitié qui nous lie, l'enrichissement intellectuel, une

découverte et une connaissance des Femmes et des Hommes, de leur courage face à l'adversité. Nos parents ont donné leur vie pour nous. Nous voulons que leur souvenir, l'exemple de leur courage, soient transmis aux nouvelles générations, c'est important pour l'avenir.

Rejoignez nos rangs. À bientôt.
Michèle Gautier, Hélène Biéret,
Dominique Carton

Extrait d'un billet écrit par Henri Gautier, jeté par-dessus le mur du camp de Compiègne-Royallieu et acheminé par la Résistance :

« Je ne regrette rien de ce que j'ai fait, je recommencerais s'il le fallait et je ne souhaite qu'une chose c'est que notre fille gisse dans le même sens. »

Organismes de direction sortant

Bureau national -

Présidente d'honneur : Jacqueline OLLIVIER-TIMBAUD

Membres d'honneur : Roger BOISSERIE, Lucienne DESPOUY, Pierre OLLIVIER, Camille SENON, Suzanne PLISSON.

Président : Georges DUFFAU-EPSTEIN ;

Secrétaire : Jacques CARCEDO ;

Trésorière : Hélène BIERET ;

Trésorière adjointe : Dominique CARTON.

Autres membres du bureau : Denise BAILLY-MICHELS, Michel BOUET, Madeleine CHARITAS-WAROCQUIER, Jean DARRACQ, Hubert DEROUCHE, François DOUBLET, Sylvaine GALÉA, Michèle GAUTIER, Jacqueline NE-PLAZ-BOUVET, Naftali SKROBEK, Claudette SORNIN, Michèle VIGNACQ.

Comité directeur, composé du bureau national auquel s'ajoutent Germaine BONNAFON, Nicole CHEVAL-LIER, Valérie DAGUENET, Paulette DEVOS, Micheline ENTINE, Gérard GALÉA.

Journal « Châteaubriant » - Directrice de publication : Jacqueline OLLIVIER-TIMBAUD – Fabrication : Sylvaine et Gérard GALÉA, Colette et Jacques CARCEDO.

Commission de contrôle financier - Claudine COIFFARD-MILLOT, Andrée DEROUCHE, Jean-René MELLIER (président de commission).

Porte-drapeau - Sylvaine GALÉA et Claudette SORNIN ; suppléante : Katy GIRAUD.



BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom : Prénom :

Adresse et téléphone :

Participera à l'AG : oui non au repas : oui non

Réservation d'une chambre : simple double

Adressez ce bulletin avant le 9 janvier 2012
à : ANFFMRF et A – 10 rue Leroux – 75116

Le Camp du Ruchard, son histoire

Au lendemain de la guerre de 1870, dans le département de l'Indre-et-Loire, sur un plateau de bruyères et de landes partiellement cerné par la forêt domaniale de Chinon, l'Etat installe des casernements militaires et une école de tir. Le camp du Ruchard s'étend entre les cours de la Loire et de l'Indre. En 1914, un régiment de tirailleurs y prend place ainsi qu'un hôpital militaire belge. Entre les deux guerres, le camp est modernisé, l'armée se motorise (présence de chars de combat).

En septembre 1939, le Ruchard devient un camp d'internement pour « ressortissants des puissances ennemies » et...bataillon disciplinaire. Le 21 juin 1940, le pont de Chinon tombe aux mains des Allemands. Le camp est évacué. Vers le milieu du mois d'août, une division d'infanterie allemande s'y installe et occupe, en plus



du camp, une partie des forêts de Chinon et de Crissay.

On y interne (collaboration oblige !) des prisonniers français et alliés dont beaucoup d'Africains Noirs et de Maghrébins. Un groupe s'évade après avoir creusé un tunnel sous les barbelés ; certains sont repris, trois sont cachés par Pierre Picarda (agent de liaison de la Résistance) qui réussit à les faire passer en zone libre. Sous le nom de Poupineau, Picarda entrera plus tard au maquis de Scévollès (départements d'Indre-et-Loire, Vienne et Maine-et-Loire).

Des réseaux et mouvements s'organisent en Touraine, constituant la Résistance. Aux manifestations, sabotages et attentats répond une impitoyable répression : arrestations, prises d'otages, déportation... Le camp du Ruchard devient lieu de massacres. Le 16 mai 1942, 5 jeunes communistes tourangeaux, arrêtés par la police de Vichy pour distribution de tracts et inscriptions sur les murs, ainsi que 3 otages y sont abattus. Ce sont les premiers Fusillés de Touraine. Le 27 octobre 1942, neuf autres détenus du camp, désignés comme otages, sont fusillés en un lieu dit depuis « Tranchée des Fusillés » et uniquement accessible lors des cérémonies officielles.

Non loin, près de la route, dédiée à la mémoire des Fusillés du camp, une stèle fut érigée dès la fin de la guerre. Le cimetière de St-Pierre-des-Corps l'a recueillie lorsque l'édifice actuel, financé par souscription publique, a été inauguré en 1982 à l'initiative d'un comité départemental dont notre association fait partie.

Chaque année, en hommage aux Fusillés du Ruchard et à l'ensemble des Tourangelles et Tourangeaux victimes du nazisme en Indre-et-Loire, une cérémonie est organisée par le Comité de la stèle, le premier samedi d'octobre, en présence des autorités civiles et militaires, de parlementaires et de maires du département.

Le 70ème anniversaire des Fusillades de 1942 a revêtu, cette année, une gravité particulière : devant 63 drapeaux et plus de 300 personnes, notre président a fait revivre l'engagement de ces martyrs de la Résistance. Les familles ont pu ensuite se recueillir à la « Tranchée des Fusillés », très conscientes d'exprimer par leur présence la haute valeur symbolique de ce lieu de mémoire.

Hélène Biéret

Appel à candidature

Pour participer activement à la vie de notre association, faites acte de candidature au Comité directeur de l'ANFFMRF et A – 10 rue Leroux – 75116 Paris.

Un simple courrier suffit, précisant votre décision et vos :
nom, prénom, adresse, téléphone et/ou courriel.